

# Compte rendu du collectif informatique

## Lundi 25 octobre 2021

- Réunion organisée en mixte : présentiel et distanciel.  
Liberté entière laissée aux camarades de participer comme ils préfèrent.
- Moyen de communication : ZOOM
- Présents (tout le monde est connecté par ZOOM) :
  - BALDO Pascale (DISI Rhône-Alpes-Auvergne-Bourgogne)
  - BANCON Laurent (DISI Sud-Ouest)
  - BORDE Stéphane (DISI Grand-Est)
  - BORDONNEAU Richard (DISI Sud-Ouest)
  - CHABROULET Éric (DISI Ile de France)
  - LEROY Jacky (DISI Nord)
  - HILARUS Samuel (Centrale)
  - MARTIN Véronique (DISI Centre-Ouest)
  - RISACHER Michel (DISI Ile de France)
  - ROMAGNY Béatrice (DISI Grand-Est)
  - THIRION Nicolas (Bureau National)
- Ordre du jour :
  1. Situation revendicative - Actualité des DISI (tour d'horizon rapide)
  2. – GT informatiques (celui annulé du 07 octobre reporté au 09 novembre 2021)
  3. Axes d'actions revendicatifs (notamment CNIL, contractuels...)
  4. Premières approches en vue des élections
  5. Questions diverses

La crise sanitaire rendant difficile les réunions, le collectif a insisté à décrire la situation dans chacune des DISI présentes. Dès lors, les axes d'actions, les GT ou les échéances ont été abordés dans le débat.

### En introduction

Pour lancer le débat, plusieurs thèmes ont été abordés :

- L'arrivée à grands pas des élections professionnelles et la nécessité de repérer les difficultés dans les différentes sections des DISI, pour voir comment on peut s'entraider et surtout s'organiser.
- La thématique de l'interministérialité est toujours présente dans les débats qui s'annonce au sein de l'UFSE dont le congrès aura lieu à la mi-novembre (15-19 novembre 2021). Le débat est ouvert sur la question. Des camarades expriment divers points de vue sur la question et le document d'orientation proposé au congrès de l'UFSE.
- Les problèmes locaux qui se font jour dans les DISI, notamment dans le recrutement de contractuels, de l'abandon du système GCOS qui ne se fait pas sans douleur, et de la mise en place en catimini (aucune information aux représentants des personnels) de nouveaux services comme le centre de qualité des données à Montbard en Côte d'Or par exemple.
- Une action au long court qui se met en place avec des intervenants auprès de la CNIL concernant la sécurisation des données informatiques dont certaines sont gérées par des

sociétés américaines. Des camarades ont tout de même fait remarquer que nous ne sommes pas des lanceurs d'alerte ; avant il faudrait être assez « sûr de notre coup ».

- Des difficultés qui peuvent être présentes dans certaines DISI dont on a peu de nouvelles ou de remontées (on pense surtout à la DISI Sud-Est, non présente au collectif)

## 1. Situation revendicative - Actualité des DISI

A la DISI RAAB, on signale que de nombreuses réformes structurantes se passent dans notre dos.

Dans une discussion avec Philippe Martinez au congrès de la fédération, il a vu que de nombreuses réformes structurantes sont en train de se mettre en place dans de nombreux ministères. En l'occurrence, il faut défendre notre informatique et ne rien lâcher. Si on lâche, cela risque d'être la porte ouverte à la privatisation, et donc aller vers la fin d'une informatique d'Etat et de service public pourtant nécessaire.

A Nevers (DISI RAAB), l'atelier ADO a été fermé en sept 2020. Les agents ont pu intégrer l'AT professionnelle. À la suite de leur formation, la responsable de l'ESI accompagnée des responsables de service a décidé de recevoir en entretien individuel chaque agent (3 personnes face à l'agent !). Or, une demande d'entretien doit être collective ou pouvoir se faire accompagner d'un représentant syndical. La demande a été faite par la CGT. Ce type de procédé rappelle aux agents les entretiens avant la fermeture de l'ADO donc très traumatisant.

Enfin, à Clermont Ferrand (DISI RAAB), depuis que le service d'EIFI (éditique) a été fermé en sept 2021, Pitney Bowse a également « disparu ».

Concernant l'exploitation « traditionnelle » sur GCOS, le monde « pro » a été transféré à Reims au printemps 2020, et le côté « personnel » est resté sur place. Pour le passage GCOS-ZOS, il a été vendu comme miraculeux. Or, cela ne se passe pas si bien.

A Dijon, l'exploitation des pensions gère l'application nationale PEZ (4,5 milliards d'euros). Depuis le 1<sup>er</sup> sept 2021, il n'y a plus que 2 personnes pour faire tourner l'exploitation dont une en télétravail à 100%.

C'est la Caisse des Dépôts et Consignation qui reprendrait l'exploitation en 2023.

Rien ne transparait au plan de la direction.

### **Proposition d'action : Faire un tract sur l'Omerta de la direction.**

A la DISI Sud-Ouest, on note qu'on ne publie plus nationalement, mais également localement. La situation sanitaire est largement responsable de cette situation car le militantisme n'est vraiment pas facilité.

Il faut faire attention car les CAP sont déjà vidées de leur sens, comme dans le cadre des recours ou des refus de temps partiels et télétravail.

A la DISI Centre Ouest, on note une difficulté de fonctionnement, dû aux distances entre les différents ESI (Entre Orléans et Nantes par exemple).

Sur le plan des élections, avec la fin des CAP on s'éloigne des agents. Avec la crise COVID et le télétravail, on perd tout.

A la DISI Ile de France, on note que l'on veut reformater ce qui fait notre statut ; il y a alors volonté de distinguer grade-emploi et grade-qualification. La conséquence est que l'on se retrouve avec des CDD de 3 ans renouvelables une fois, car l'interministérialité ouvre les vannes de contractualisation.

A la DISI Nord, un TA a été gagné et la Direction Générale ne conteste pas le bien fondé de la décision. Il s'agissait de primes non payées.

La vie de section existe, mais avec beaucoup de télétravail, ce qui rend très difficile la vie syndicale.

On voit d'ailleurs par le temps de connexion les dérives du télétravail.

A Amiens (DISI Nord), les horaires pour l'application GMBI (Gestion de mon bien Immobilier) sont classiques et elles passent à 08h00-18h00 pour 3 collègues. Ce qui engendre du mécontentement.

Des inquiétudes sont également présentes pour l'application MAJIC.

Si un souci se fait jour, on appelle un PSE qui n'est pas d'astreinte ; et si on demande à la direction, cette dernière affirme n'avoir rien demandé.

A la DISI Grand-Est, une nouvelle entreprise apparaît qui aurait son siège dans le Connecticut appelée « Blu Crest », même si elle est définie comme française, et où ce seraient les agents qui feraient le travail, après formation.

C'est toujours à DISI Grand-Est qu'on note l'arrivée d'un directeur contractuel dans le corps informatique. Il est commissaire des armées

Il parle de start-up, d'être disruptif, de valeur ajoutée... Il arrive sur un champ de ruines, car les ateliers ADO et EIFI ont été fermés.

Avec le NRP, tous les personnels sont prioritaires, comme à Strasbourg, où il y aurait à présent 500 m<sup>2</sup> en trop de surface.

A Chalons en Champagne (DISI Grand-Est), la migration de GCOS concerne beaucoup d'applications, comme CEP, victime de Blu Age (traduction du Cobol en Java) car il y a beaucoup de bugs.

Le directeur dit qu'il est important de sécuriser et d'internaliser (!)

En administration Centrale, la restructuration du SSI en cours en Centrale est vue comme défailante pour ce qui est de l'organigramme et de la hiérarchie. On a du mal à voir « qui va où » et « qui fait quoi ».

Il peut arriver de passer une journée pour retrouver ses interlocuteurs.

La Centrale n'échappe à son lot de souffrance. Les méthodes « agiles » et « Devops » créent des difficultés et on risque de les voir arriver dans les services.

A titre d'exemple, des échanges ont lieu avec Nantes sur la méthode « Agile » : il y a eu jusqu'à 3 à 7 réunions par jour !

Alors que la méthode Agile ne devrait s'occuper que d'un projet, or la DG crée ces équipes « agile » qui s'occupent de plusieurs projets à la fois.

La question est de savoir quels moyens humains et matériels on y met. Ce qui est séduisant à première vue est qu'on y est responsabilisé.

**Samuel nous renverra le TOPO écrit en centrale sur la méthode « agile ».**

## **2. Situation revendicative, questions recrutement/contractuels**

A Nemours (DISI Ile de France), on constate que :

- 6 agents C
- 1 agent B

Sont recrutés comme contractuels alors que déjà 6 agents titulaires partent à la retraite.

Il faut se préoccuper de cette tendance.

### **Proposition possible de la CGT :**

- **Recruter 1 pour 1 les départs à la retraite**
- **Demande de titularisation de tous les contractuels, d'autant qu'ils sont mal payés**
- **Revenir à la charge pour remettre la qualification de PAU au goût du jour aux concours et qualifications**

### **Ce qu'on pourrait revendiquer y compris au niveau fédéral :**

- **Un concours de B avec scolarité de programmeur**
- **Un concours de C PAU (or, le concours C est actuellement commun)**
- **Rétablir les épreuves informatiques pour le concours d'IP**

**Une motion pourrait aussi être envisagée pour les CTL pour des concours et examens en informatique.**

A la DISI RAAB, on a des contractuels recrutés dans une grande opacité. Surtout, on note une pénurie d'effectifs organisée dans toutes les DISI. Comme des services fonctionnent avec un minimum d'agents, quand un de ces collègues demande une mutation, il est bloqué alors que le poste demandé est vacant ! Les directions locales pour pourvoir ces postes font des appels d'offre. Ce système engendre un blocage dans les mutations.

A Montbard dans la Côte d'Or (21), un centre de fiabilisation du référentiel sera ouvert au 1<sup>er</sup> sept 2022. 25 personnes doivent y travailler à terme. En cherchant sur Ulysse, on voit l'appel pour l'ouverture du service. Mais la DISI donne aucune information aux représentants des personnels, alors qu'il y a le même service à l'ESI de Clermont Ferrand que des agents ont intégrés à la suite de la fermeture de leur ancien service.

A la suite de l'interpellation de la section, le responsable de l'ESI de Clermont Ferrand explique que les ordres « d'en haut » étaient de ne rien dire aux OS avant la tenue du GT national avec le DGSSI, alors que le ministre, M Dussopt, a été reçu en grande pompe par Mme la mairesse de Montbard pour la création de ce service (cf la presse locale) et que sur Ulysse national des fiches de postes ont été publiées depuis juillet 2021 (!)

Un IDIV sera nommé à Montbard. Il gèrera le service qui dépendra de la DISI.

A la DISI Sud-Ouest, le recrutement des cadres A prend la forme d'un profilage où l'on chercherait le mouton à 5 pattes : un contractuel jeune, **ET expérimenté**, **ET mal payé**.

Pour ce qui est des recrutements de cadres B contractuels, on note « débutants acceptés », ce qui montre que l'administration est prête à tout pour recruter ces contractuels.  
Pour ce qui est des cadres C, on ne voit pas bien ce qui se passe.

A la DISI Grand-Est, on aurait :

- 1 agent C administratif qui passerait C technique
- 3 dactylocodeuses qui passeraient C technique

La DISI n'a pas cherché d'agent « Pacte » car aucun ne remplirait les conditions requises.

A Strasbourg (DISI Grand-Est), on aurait environ 15 contractuels pour gérer les applications REC-MEN-RAR (recouvrement amiable, contentieux et mensualisation)

Pour la section, il faudrait dénoncer de manière violente dans des tracts cet état de fait.

On note un cas d'AVC d'un agent qui était en télétravail et où l'administration se dégage de toute responsabilité.

On note aussi qu'un CID contractuel gagne 30% de moins environ qu'un titulaire.

A la DISI Nord, il manquerait :

- 13 PSE
- 9 analystes
- 9 programmeurs
- 15 PAU

Les agents n'expriment pas leurs revendications et tout le monde semble résigné (voir l'analyse que porte la DISI Nord sur la grève interprofessionnelle du 05 octobre 2021)

Pour pallier les manques de personnels, autorisation a été donnée de recruter 13 contractuels. 9 l'ont été, dont 2 « faux contractuels » car il s'agit de détachements.

A Lille (DISI Nord), la fermeture de l'AT pro a engendré les demandes de mutation en septembre de 1 agent B PAU, 1 agent B PAU et 2 programmeurs

En administration centrale, dans les bureaux d'études, on note un fort recrutement de contractuels car on recherche des compétences rares.

Pour ce qui est de la DTNUM, une action commune DTNUM-ENFIP devrait voir le jour pour développer des formations nouvelles ciblant des compétences à étendre en interne (exemple : formation datascientists). Cela devrait permettre de trouver en interne des compétences actuellement recherchées via des contractuels ou des sociétés de service.

Dans certains services, des contractuels A sont payés comme A+.

Mais on note aussi que la prestation de service est érigée comme un dogme. Il y a même un prestataire américain, mais les prestataires ne sont en revanche pas forcément compétents. De ce fait, les prestataires ont un turn-over important en administration centrale.

### 3. Situation revendicative – les grèves des 02 septembre et 05 octobre

A la DISI Centre-Ouest, on note que pour la grève des agents de l'assistance, à laquelle la CGT n'a pas appelé, personne n'était au courant de la grève.

A la DISI RAAB, on note que parmi les rares grévistes, certains n'étaient même pas de l'assistance, mais étaient des agents qui avaient reconnu avoir eu besoin d'une journée supplémentaire de congés au moment de la rentrée.

A la DISI Ile de France, on explique la genèse de la réflexion sur l'analyse de la grève (appeler ou pas) et ses conséquences.

Il y a eu une HMI intersyndicale pour l'assistance le 27 mai. On a dénombré qu'une dizaine de participants dont 5 étaient hors des services de l'assistance, voire de la DISI elle-même.

Cette HMI s'est terminée sans perspective.

Cela s'est poursuivie le 2 juillet par une HMI nationale qui fut un succès en termes de connexions ; mais de la même façon, cette HMI s'est close sans volonté exprimée des agents de se lancer dans un mouvement.

À la suite de cela, une CE de la section s'est réunie pour évaluer l'appel à un mouvement. Or, il en est ressorti que les conditions n'étaient pas réunies, et donc la DISI Ile de France a décidé de ne pas s'associer à l'appel du 2 septembre.

De fait, il n'y aurait eu que 162 grévistes (chiffre à vérifier) pour toute la France.

Dans les suites, la section a essayé de relancer une HMI intersyndicale, mais souvent reportée. Lorsqu'elle eut lieu le 08 octobre en Ile de France, il y a eu 15 participants + 10 connectés épisodiques environ.

Il y a eu un essai de dégager des axes revendicatifs, à savoir sur :

- La question des effectifs pour demander à combler les postes vacants
- La question de la titularisation des contractuels

A la DISI Nord, on analyse la situation sur la grève interprofessionnelle du 05 octobre 2021.

Le résultat est décevant, car la section y a beaucoup travaillé.

En effet, beaucoup d'agents sont en télétravail 3 jours par semaine. Lorsqu'ils reviennent dans leur ESI les 2 jours restants, ils n'ont plus l'impression d'être sur leur lieu de travail.

Or, sur ces 2 jours restants, 1 journée est consacrée à des réunions.

De plus, les services sont en présentiel sur des créneaux hebdomadaires différents.

Cela rend les tournées de services beaucoup moins efficaces.

#### 4. Situation revendicative – Difficultés de vie syndicale dans les sections

Quelques inquiétudes sont notées pour ce qui est de la DISI Sud-Est, certains camarades ont pourtant appelé, et on craint que les camarades et collègues ne soient pas au courant de toute l'actualité des DISI, malgré des efforts qui sont faits, notamment grâce au collectif (réunions, échanges de mails...).

Peut-être faut-il envisager de descendre dans cette DISI.

Certains camarades s'étaient connectés lors de la HMI, peut-être faut-il passer pas eux pour reprendre contact avec la DISI Sud-Est.

On constate que 200 000 fonctionnaires utilisent TCHAP, mais le pays est en déperdition quant à sa puissance (ex : Contrats avec Google, perte des contrats pour les sous-marins). En bonne logique militante, il faut aller voir les personnels avec les personnels.

Pour les élections professionnelles, il faudrait en parler autour de nous, notamment parce qu'il y a des implications, comme la mise en place des nouveaux CSA, la fin des CAP locales. En tout état de cause, ces élections seront différentes des précédentes.

**Plan d'action :**

**Ainsi, proposition est faite pour le premier semestre (en vue des élections) de faire un tract d'information pour chaque mission, puis faire des envois à la suite à partir de janvier.**